PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL D'HÉBÉCOURT 12 MAI 2025

Le douze mai deux mille vingt-cinq, à vingt heures, les membres du Conseil Municipal d'HÉBÉCOURT, régulièrement convoqués le six mai deux mille vingt-cinq, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Dominique HESDIN, Maire.

Étaient présents : DUBREUCQ Marie-Claire ; THÉO Philippe ; DEFFONTAINES Gérard ; DAOLIO Gilbert ; KLOPP Christophe ; BRISSY Emmanuelle ; THILLOY Jean-François ; VAN DE MOORTELE Stéphane ; TATTEBAUT Michel ; BUDYNEK Stéphanie ;

Absents excusés : DARRAS Marie-Christine (pouvoir donné à D. HESDIN) ; DHORNE Dominique (pouvoir donné à G. DEFFONTAINES) ; SCHMIDT Laurence ;

I – NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE.

Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux à désigner un ou une secrétaire de séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, désigne Emmanuelle BRISSY comme secrétaire de séance.

II - MISE À APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 10 AVRIL 2025.

Monsieur le Maire présente le procès-verbal de la séance du 10 avril 2025 tel qu'il a été envoyé aux membres du Conseil Municipal pour lecture et observations.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents ou représentés, adopte le procès-verbal de la séance du 10 avril 2025.

III - INFORMATIONS DU MAIRE

1/ 39 rue de Paris :

L'assurance de la commune a missionné un huissier pour faire le constat du non-respect de la servitude de vue sur la façade nord de l'église.

2/ Commerce :

La signature des lots est prévue le 19 mai prochain à 10h30. Les membres de la commission d'appel d'offres y sont conviés.

3/ Multisports :

La réalisation du city-stade a commencé ce matin. L'ensemble devrait être terminé pour fin mai.

4/ Amiens Métropole :

M. FIATTE (DGS) a été reçu en mairie ce 12 mai matin par M. le Maire et Mme DUBREUCQ afin de lister les dossiers en cours et à venir.

- M. le Maire a rappelé les problèmes d'infiltration des eaux pluviales de la RD1001 aux numéros 73, 65 et 29 rue de Paris ;

- les arbres de la RD1001 ont été élagués mais pas de nouvelle quant à leur abattage.

6/ Personnel communal :

M. RABOUILLE est prolongé jusqu'au 30 juin 2025.

M. Andy DEGOGNIE le remplace jusqu'au 31/08/25, M. RABOUILLE devant également solder ses congés payés 2024 et 2025.

7/ Journée citoyenne du 17 mai 2025 :

A l'heure actuelle, très peu de personnes ont répondu au flyer qui a été distribué dans le village.

8/ Rando39 du 19/05/2025 :

Peu de participants se sont annoncés petite dizaine en vélo, un peu moins en randonnée pédestre.

IV – PARCELLE AA N°71 : PROPOSITION D'ACHAT.

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers municipaux que la propriété jouxtant l'atelier communal est actuellement en vente.

Cette propriété est composée d'une parcelle avec maison sise au 20 de la rue de Paris et d'une parcelle cadastrée AA n°71, se situant derrière l'atelier communal.

Celle-ci, classée en zone UA au PLU, est couverte par un emplacement réservé n°1 en vue de « l'accueil d'un nouvel équipement public ou extension des équipements publics existants. »

Elle représente une opportunité d'agrandir la surface de stockage de l'atelier ce qui manque cruellement actuellement, la commune n'ayant pas de foncier.

Afin d'en connaître la valeur vénale, Monsieur le Maire a demandé l'avis des Domaines en date du 14/02/2025 et a visité le bien le 08/03/2025 avec la propriétaire, accompagné de Mme DUBREUCQ.

Ils ont constaté que le mur non mitoyen en parpaings séparant la parcelle AA n°71 de la parcelle voisine était en très mauvais état, menaçant de tomber et soutenu par des étais côté voisin. Ce mur serait à démolir et reconstruire, de ce fait, les bâtiments attenants seraient à démonter.

L'avis des Domaines a été notifié à la mairie le 24/04/2025.

L'inspecteur des impôts chargé de l'évaluation tient compte du fait que « Le bien se présente en nature de jardin, de forme globale régulière, de configuration plane, et desservi uniquement par le sentier piétonnier du tour des haies ».

Il indique également « que le terrain n'est pas nu et qu'il est encombré de bâtiments en très mauvais état voire à démonter. Le mur en parpaings en limite de parcelle menace ruine. »

Au vu de ces éléments, « la valeur vénale du bien étudié est arbitrée à 1 310 € arrondie à 1 300 €. Elle est exprimée hors taxes et hors droits. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 1 430 €. »

Au vu de ces éléments, les membres du Conseil Municipal estiment que les prix sur lesquels se base l'évaluateur ne correspondent pas réellement à la situation d'Hébécourt.

Monsieur le Maire propose les calculs suivants en tenant compte des tarifs de l'évaluation :

1/ médian : $4.68€ \times 515m^2 = 2\,410€$ (0 voix pour),

2/ moyen : $6.01€ \times 515m^2 = 3\,095€$ (1 voix pour),

3/ maximal : $10€ \times 515m^2 = 5\,150€$ (12 voix pour).

Ces tarifs sont les prix des mutations récentes de biens non bâtis à usage de jardins fournis pour l'évaluation.

Après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents et représentés,

Le Conseil Municipal :

Vu l'état actuel des bâtiments et murs sur la parcelle, propose d'acquérir la parcelle cadastrée AA n°71 au tarif maximal de 5 150€ (hors frais de notaire et accessoires).

V – DÉCISION MODIFICATIVE N°1.

Mme DUBREUCQ explique que la trésorerie souhaite scinder les factures du terrain multisports et des jeux pour enfant en deux imputations l'une pour les sols et l'autre pour l'agencement général contrairement à ce qui était prévu au Budget Primitif.

De ce fait, elle propose les modifications suivantes :

- Compte 212 – opération 143 = - 106 000€

- Compte 2188 – opération 143 = + 106 000€

Après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal donne son accord pour ces modifications.

VI - DÉLIBÉRATION PORTANT CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE À UN BESOIN LIÉ À UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ (EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.332-23-1° DU CODE GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE).

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que les mois de printemps, été et automne apportent un surcroît de travail aux agents d'entretien au niveau des espaces verts et voiries de la commune. Ils doivent également poser leurs congés pendant les vacances scolaires d'été.

De ce fait, Monsieur le Maire demande la possibilité d'embaucher du personnel supplémentaire si besoin.

Le Conseil Municipal,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir l'entretien des espaces et voiries.

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

Afin d'assurer au mieux la continuité des services et de maintenir un niveau de prestation de qualité auprès des collectivités, il est parfois nécessaire, notamment en période de surcharge d'activités, de recourir à des emplois non permanents pour des tâches ne pouvant être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé au Conseil Municipal de créer un emploi non permanent sur le grade d'Adjoint Technique dont la durée hebdomadaire de service est à temps complet ou non-complet.

Ces emplois seront occupés par des agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 12 mois sur une période consécutive de 18 mois renouvellement compris.

Les candidats retenus devront justifier d'un niveau scolaire ou d'une expérience professionnelle leur permettant d'exercer les fonctions dévolues à l'emploi.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 367 du grade de recrutement.

Les crédits correspondant seront inscrits au budget, section de fonctionnement.

VII - RESTITUTION DU DIAGNOSTIC ÉNERGÉTIQUE POUR LA RÉNOVATION DU CHAUFFAGE DE LA MAIRIE

Gilbert DAOLIO nous rappelle qu'une étude avait déjà été effectuée par la FDE80 mais elle a connu 9 versions et comportait une erreur à chacune.

Le cabinet FTE a réalisé une étude/diagnostic très sérieuse avec un audit, des métrés et une modélisation 3D des bâtiments communaux.

L'étude est projetée sur écran et visualisée en direct par les membres du Conseil Municipal avec commentaires de M. DAOLIO et questions/réponse.

Le bilan en termes de consommation et rejet de CO2 n'est actuellement pas bon.

Il en ressort que les plus vieux bâtiments (mairie, école, préfabriqué ...) vont avoir besoin d'une isolation intérieure ou extérieure des murs, changement de menuiseries etc ...

Le cabinet a étudié différents scénarios et préconisations.

- pompe à chaleur : 85 000€ - cout annuel : 12 000€

- chauffage bois : 270 000€ - cout annuel : 13 000€

- géothermie : 330 000€ - cout annuel : 11 300€

Tout cela devra être réuni et monté en dossier pour faire des devis et demandes de subventions.

VIII - QUESTIONS DIVERSES.

A - Marie-Claire DUBREUCQ

Mme DUBREUCQ rappelle que le chantier du commerce restera interdit à toute personne ne faisant pas partie de l'équipe. Seuls les élus en charge du suivi de chantier (M. le Maire et elle-même) seront autorisés à y entrer lors des réunions de chantier. Les membres du conseil municipal ne pourront voir l'avancée des travaux que lors de visites organisées par l'architecte à sa discrétion.

B – Philippe THEO

M. THEO signale que le Colporteur de juillet va bientôt sortir.

C - Gérard DEFFONTAINES

M. DEFFONTAINES est satisfait du nettoyage du village dans l'ensemble mais constate qu'il reste des haies non taillées qui dépassent sur le domaine public.

Il indique qu'il va certainement falloir demander un réglage du sonomètre car celui-ci fait trop souvent disjoncter les prises électriques de la salle lors des locations.

M. DEFFONTAINES remercie M. TATTEBAUT qui a repeint un monument aux morts au cimetière et la porte de l'église.

Il rappelle que la fête des voisins est prévue le 23 mai prochain et organisée par le Comité des Fêtes.

D – M. TATTEBAUT demande quand sera effective la reprise des concessions en état d'abandon.
M. le Maire doit reprendre le dossier pour le finaliser.

E – E. BRISSY remarque que la limitation à 30km/h a été instaurée sur la totalité de la commune de Saint-Saufieu et se demande si cela serait possible sur Hébécourt.

F – C. KLOPP demande quels outils apporter pour la journée citoyenne. Pelles, râteaux, gants et brouette.

G – S. VAN DE MOORTELE indique que l'opération de rebouchage des voies communales a commencé. Elle est financée par le syndicat de voirie du Sud Amiénois.
Il signale qu'il faudrait faire des noues le long des voies communales en pente (exemple après le cimetière) pour éviter le ravinement lors des orages et fortes pluies.

H – D. HESDIN signale que :

- il a revu les futurs exploitants du commerce qui sont très patients et attendent de prendre possession de leur outil de travail. C. KLOPP souhaite les inviter à la fête du village pour les intégrer et les faire connaître.
- l'inauguration de l'aire de covoiturage, du city-stade et de l'aire de jeux pour enfants est prévue lors de la Fête du Village, le samedi 06 septembre à 11h00.
- il a reçu l'autorisation par le Département d'installer un panneau pour indiquer le cimetière sur la RD1001 à la sortie du Bois de la Belle Épine. Reste à la commune à l'acheter et poser.

La séance est levée à 22h10

La secrétaire,
Emmanuelle BRISSY

Le Maire,
Dominique HESDIN